

Avec le ministre des Finances j'invite les fabricants canadiens à relever le défi. Le Canada est reconnu comme l'un des pays les plus fortement industrialisés au monde. Nous avons une main-d'œuvre active très spécialisée et de jour en jour elle le devient encore davantage. Les fabricants, par l'intermédiaire de leur association, ont fait des instances auprès du gouvernement afin qu'il diminue les impôts. Ils étaient désavantagés par rapport à d'autres entreprises étrangères, ont-ils prétendu, parce que celles-ci ne payaient pas autant d'impôts. Le gouvernement a maintenant réagi exactement de la façon qu'ils escomptaient, soit par une augmentation des encouragements fiscaux sous forme d'une diminution de l'impôt des sociétés. Je crois qu'ils vont réagir.

• (1540)

En outre, je suis de ceux qui croient en la collaboration entre patronat et salariat. Tout comme le ministre des Finances, j'estime que les manufacturiers vont relever ce défi. Je sais, tout comme lui, que les syndicats ouvriers le feront également. Il ne s'agit pas d'un concours qui opposerait les syndicats ouvriers aux employeurs canadiens, mais bien plutôt, ce me semble, d'une entreprise commune où les uns et les autres s'associent à la tâche urgente de créer de nouveaux emplois. Le moment est venu pour toutes les parties intéressées, les associations patronales aussi bien que syndicales, de se donner la main en vue du succès de cette campagne pour créer des emplois dans l'industrie de fabrication et de transformation. Nous n'aurons rien gagné si les industries de fabrication et de transformation utilisent ces réductions fiscales pour accroître leurs gains et leurs dividendes. Nous ne serons pas plus avancés non plus si ces réductions se traduisent promptement par des augmentations du coût sous forme d'augmentations de salaire. Dans l'optique du gouvernement, et ce devrait être celle de tous les intéressés, elles visent à réduire le coût des produits canadiens afin que nous puissions créer un plus grand nombre d'emplois. Cet objectif, il me semble, devrait être partagé par tous les partis de la Chambre, les syndicats et le patronat.

J'ai lu les propos du critique financier du NPD et du député d'Oshawa-Whitby (M. Broadbent) au sujet du programme DISC et les mesures qu'ils proposent pour faire face à la menace que constitue cette pernicieuse loi américaine. Ils ont mis l'accent, bien à tort selon moi, sur la façon de leur rendre la pareille. Toutefois, s'il ressort que les importations en provenance des États-Unis sous l'empire du programme DISC sont subventionnées de façon à nous porter préjudice, il y aurait peut-être lieu d'intervenir. Cela reste à voir. Mais c'est, d'après moi, un exemple typique de l'attitude négative du NPD de ne pas voir que la menace que constitue le programme DISC pèse aussi bien sur les pays étrangers que sur le Canada. On ne peut pas répondre à cette menace en imposant une taxe d'entrée au Canada sur les marchandises subventionnées en vertu du programme DISC ou de tout autre programme. On ne peut y arriver qu'en encourageant les fabricants canadiens et les usines de traitement du Canada de manière positive à faire concurrence aux États-Unis pour les exportations à l'étranger sur une base plus égale.

Ce genre d'encouragement va toutefois manifesterment à l'encontre de la philosophie du NPD. Il m'arrive de penser que le NPD croit que le monde est divisé en sociétés et en particuliers. Il ne suffit pas d'adopter cette attitude. Le

raisonnement sur lequel repose la position adoptée par le NPD est certainement le suivant: ce parti dit que, puisqu'il s'oppose à toute forme d'aide aux sociétés, il est prêt à renoncer à la possibilité de devenir plus concurrentiel et d'offrir aux Canadiens plus d'emplois dans la production des marchandises destinées au marché intérieur et à l'exportation. A un certain moment, j'ai cru que le NPD commençait à abandonner son ancienne doctrine stérile. Malheureusement, je lis dans le débat sur le budget des discours qui ne sont que de vieilles rengaines. Les néo-démocrates, me semble-t-il, ont repris cette vieille attitude discréditée qui n'a presque aucun rapport avec le monde moderne ou le Canada moderne.

Nous connaissons bien la nature de la concurrence que le Canada doit soutenir sur les marchés mondiaux. En qualité de secrétaire d'État aux Affaires extérieures, j'ai eu l'occasion d'observer directement le problème. J'ai parlé aux hauts fonctionnaires et aux gouvernements du monde entier des problèmes qui se posent à eux et de ceux qui se posent à nous. Je puis dire, d'après mon expérience, confirmée par celle de la plupart des députés, que nous n'allons pas gagner la bataille facilement. Nous livrons bataille à des géants—aux États-Unis, à la nouvelle Europe et au Japon. Mais nous ne sommes pas sans armes. Le Canada dispose de vastes réserves de richesses naturelles et d'énergie dont les autres pays ont de plus en plus besoin et qu'ils veulent se procurer. Nous avons donc de fortes cartes. Notre population active acquiert tous les jours plus de compétence. Nous avons une bonne réputation à l'étranger et cet avantage que n'ont pas les géants, à savoir, nous sommes moins suspects dans les marchés internationaux qu'ils le sont. Donc, nous jouissons de certains avantages.

Nous avons tiré parti de ces avantages pour consolider les relations politiques et économiques susceptibles d'assurer à nos producteurs l'accès aux marchés dans des conditions équitables, selon des règlements commerciaux équitables. Jamais l'activité n'a été aussi intense dans le domaine des négociations entre le Canada et les États-Unis, entre le Canada et l'Europe et entre le Canada et le Japon. Cette période a été marquée par une activité intense dans les domaines politiques et économiques; nous nous sommes efforcés d'établir et de maintenir des règlements relatifs à l'accès du Canada à ces marchés.

L'hon. M. Stanfield: Ces activités ont-elles été très fructueuses?

L'hon. M. Sharp: Oui, monsieur l'Orateur, très fructueuses. Le taux d'expansion des exportations depuis trois ou quatre ans est le plus élevé qu'ait jamais connu notre pays.

L'hon. M. Hees: De toute évidence, le ministre parle uniquement des États-Unis, sans tenir compte du reste du monde.

L'hon. M. Sharp: Je dois en féliciter mon collègue du cabinet, le ministre de l'Industrie et du Commerce (M. Pepin) qui n'est pas ici aujourd'hui. Je crois que c'est lui qui s'est montré le plus efficace à la direction de ce ministère...

L'hon. M. Hees: Nous exportons moins vers le reste du monde, Mitch.